



unesco

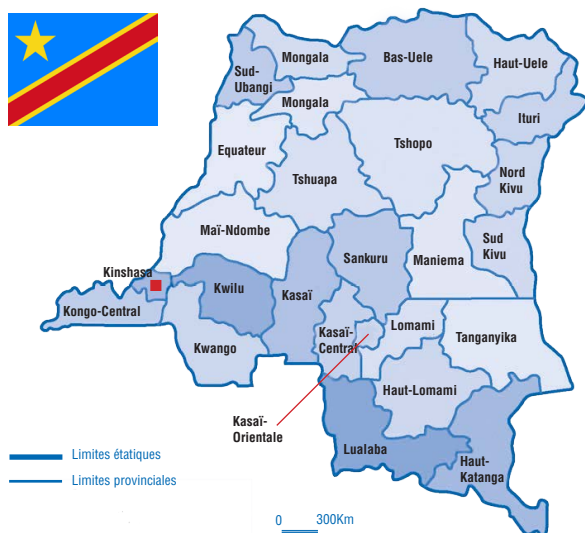


RAPPORT ANNUEL 2023

Bureau de l'UNESCO Kinshasa



République Démocratique du Congo



La RDC compte 26 provinces.

Superficie : 2 345 410 km²

Population : 95,015 millions d'habitants (2022)

Densité de population : 40,5 hab/km²

Taux de croissance annuelle de la population : 3,1 %

Population urbaine : 46 % (2021)

Population de 0 à 14 ans : 46 %

Population de 65 ans et + : 5,5 %

Capitale : Kinshasa (13,743 millions d'habitants)

Langue officielle : Français

Langues nationales : Lingala, Kikongo, Tshiluba, Swahili

Constitution en vigueur : adoptée par référendum les 18 et 19 décembre 2005, promulguée le 18 février 2006 et révisée le 20 janvier 2011.

Date de l'indépendance : 30 juin 1960

Fête nationale : 30 juin

Adhésion à l'ONU : 20 septembre 1960

Membre l'Union africaine

Ratification de l'accord ZLECAF (Zone de libre échange continentale africaine) : 22/06/2021

Membre de communautés économiques régionales suivantes : CEEAC, EAC, COMESA, SADC, CEPGL, CIRGL, IBN.

Source: contact@makansi.org



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

UNESCO

2023

CD/2023/PI/1



SOMMAIRE

Remerciements

Avant-propos

Sigles et abréviations

Chiffre et faits marquants de l'année 2023

1	INTRODUCTION	
2	ÉDUCATION	
3	SCIENCES NATURELLES ET EXACTE	
4	SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES	
5	CULTURE	
6	COMMUNICATION ET INFORMATION	

Remerciements

Le rapport annuel 2023 du Bureau de l'UNESCO à Kinshasa met en lumière la contribution de notre institution à l'atteinte des objectifs de développement durable en République démocratique du Congo. Ce rapport témoigne des efforts de collaboration et de dévouement de nombreuses personnes et institutions dont l'expertise, l'engagement et le soutien ont été inestimables pour mettre en valeur le mandat de l'UNESCO en République démocratique du Congo.

L'édition de ce rapport a été préparée sous la direction du Dr. Isaias Barreto da Rosa, Représentant de l'UNESCO en RDC. Il a bénéficié des contributions de M. Saip Sy, Chef du secteur Education et spécialiste a.i du secteur Sciences naturelles ; M. Joseph Poptoto, Chef du secteur Communication et Information ; M. Augustin Bikale, Chef du secteur Culture.

Nos vifs remerciements s'adressent à l'ensemble des collègues du Bureau pour leurs contributions techniques.

La coordination de l'élaboration du rapport a été rendue possible grâce à l'appui de Mme Marie Noël Mishika, assistante aux programmes.

Nous tenons à exprimer notre gratitude à M. Danny Ndongala, Assistant pour la communication visuelle au bureau de Kinshasa, pour ses contributions en matière de conception graphique, de mise en page et de photographie.

Avant-propos

Chers collègues et partenaires,

C'est avec fierté que nous dévoilons notre Rapport Annuel 2023, retraçant les programmes, projets et activités menés dans les domaines de l'éducation, des sciences, de la culture, de la communication et de l'information. Ce rapport illustre notre engagement ferme à concrétiser les idéaux de l'UNESCO durant le biennium 2022-2023...

Guidés par l'Agenda 2030 et ses 17 objectifs de développement durable adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2015, nous avons aligné nos actions sur ce cadre et sur le Cadre de coopération RDC-UN (UNSDCF).

Le Bureau de l'UNESCO tient à exprimer sa profonde gratitude à tous les partenaires qui ont contribué au succès de nos programmes, projets et activités. Ensemble, nous avons relevé des défis majeurs liés au développement, à la préservation de la paix, à la lutte contre le changement climatique et à la protection du patrimoine culturel.

Nos réalisations clés en 2023 se sont portées sur la transformation du système éducatif en RDC, la mise en œuvre de la Recommanda-

tion sur l'éthique de l'intelligence artificielle, le renforcement du Programme hydrologique intergouvernemental (PHI), la préservation des ressources biologiques dans les réserves de biosphère, la mise en œuvre de la Feuille de route garantissant la protection et la promotion des droits des peuples autochtones en République démocratique du Congo et la promotion de l'accès à l'information et du développement numérique inclusif dans le monde.

Ce rapport annuel témoigne ainsi notre engagement indéfectible à bâtir un monde meilleur pour Tous. Nous invitons tous nos partenaires à poursuivre leur collaboration avec nous pour amplifier notre impact et concrétiser notre vision commune d'un avenir durable et équitable.

Ensemble, faisons de l'UNESCO une force motrice pour un monde plus équitable, plus durable et plus pacifique !



Isaias Barreto da Rosa, PhD.
Chef de Bureau et Représentant
de l'UNESCO en RDC

Sigles et abréviations

AENF : Alphabétisation et Éducation Non Formelle

AFD : Agence Française du Développement

APV : Accords de partenariat volontaires

BCNUDH : Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme

BIT : Bureau International du Travail

CapED : Programme de développement des capacités pour l'éducation

CEEAC : Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale

CESA : Stratégie Continentale de l'Afrique pour l'Éducation

CFEF : Cellule d'Exécution des Financements en faveur des Etats Fragiles

CNRS : Centre National de la Recherche Scientifique

COMNAT : Commission Nationale pour l'UNESCO

CSAC : Conseil Supérieur de l'Audio-visuel et de la Communication

EAU : Ecoles Associées de l'UNESCO

ECS : Éducation Complète à la Sexualité

EFTP : Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels

EPST : Enseignement Primaire, Secondaire et Technique

ERAIFT : École Régionale Post-universitaire d'Aménagement et de Gestion intégrés des Forêts et Territoires Tropicaux

ESU : Enseignement Supérieur et Universitaire

FPAM : Formation Professionnelle Arts et Métiers

GAP : Gestion des Aires Protégées

GEM : Global Education Monitoring

ICCN : Institut Congolais pour la Conservation de la Nature

JED : Journalistes en Danger

MAB : Programme sur l'Homme et la Biosphère

ODD : Objectif du Développement Durable

OSC : Organisations de la société civile

PAO : Plan d'Action Opérationnelle

PBF : Peace Building Fund

PCI : Patrimoine culturel immatériel

PHI : Programme Hydrologique Inter-gouvernementale

PTF-E : Partenaire Technique et Financier de l'Éducation

RAMAA : Recherche-action sur la mesure des apprentissages des bénéficiaires des programmes d'alphabétisation

RBY : Réserve de Biosphère de Yanguambi

RDC : République Démocratique du Congo

SIGE : Système d'Information de Gestion de l'Éducation,

SNDSE : Stratégie Nationale pour le Développement des Statistiques de l'Éducation

SNU : Système des Nations Unies

SPACE : Secrétariat Permanent d'Appui et de Coordination du Secteur de

l'Éducation

SSEF : Stratégie Sectorielle de l'Éducation et de la Formation

SSR : Santé sexuelle et Reproductive

STEM : Science, Technologie Ingénierie et Mathématiques

STI : Science, Technologie et Innovation STI

TIC : Technologie de l'Information et de la Communication

UA : Union Africaine

UPN : Université Pédagogique Nationale

UE : Union Européenne

UNCT : United Nations Country Team

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

UNFPA : Fonds des Nations Unies pour la Population

UNPC : Union Nationale de la Presse Congolaise

USAID : Agence des Etats Unies pour le Développement International

VSBG : Violence Sexuelle Basée sur le Genre



INTRODUCTION



Introduction

L'année 2023 a été marquée par une action résolue du Bureau de l'UNESCO en République Démocratique du Congo pour concrétiser sa mission au service du développement durable et la paix. Aiguillée par une vision multisectorielle et synergique, le Bureau a déployé des efforts remarquables dans les domaines de l'éducation, de la culture, des sciences et de la communication et information, en s'attaquant à des défis majeurs et en catalysant des changements positifs.

Ce rapport annuel met en lumière les interventions du Bureau au cours de l'année 2023, réalisées en étroite collaboration avec divers acteurs et axées sur :

- L'amélioration du pilotage du système éducatif pour garantir une éducation de qualité pour tous les enfants congolais ;
- La professionnalisation des enseignants et le renforcement de leurs compétences, piliers essentiels d'un système éducatif performant ;
- La promotion d'un apprentissage en bonne santé, heureux et en sécurité pour le bien-être ;
- L'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans l'éducation pour moderniser les approches pédagogiques et préparer les jeunes aux défis du 21ème siècle ;
- La promotion des énergies vertes et de la sauvegarde des ressources naturelles pour un développement durable et respectueux de l'environnement ; L'intégration de l'utilisation de l'intelligence artificielle et la robotique dans le système éducatif pour des apprentissages innovants et adaptés aux besoins des élèves ;
- La promotion de l'entrepreneuriat des jeunes de l'Afrique centrale ;

- L'évaluation de l'état de mise en œuvre de la recommandation de l'UNESCO sur l'éthique de l'intelligence artificielle pour garantir un développement responsable de cette technologie ;
- La protection du patrimoine culturel en cas de conflit armé axé avec un accent particulier sur le personnel militaire féminin ;
- L'actualisation des documents organiques du Programme hydrologique intergouvernemental (PHI) pour une meilleure gouvernance des ressources en eau ;
- La conservation des ressources biologiques de la réserve de biosphère Yangambi,
- L'appropriation des conventions de l'UNESCO par le Gouvernement pour une meilleure intégration des valeurs et principes de l'Organisation dans les politiques nationales ; L'appui à la prévention des violences électorales pour des élections pacifiques et transparentes.

Ce rapport, loin d'être une simple énumération de réalisations, se veut une fenêtre ouverte sur l'engagement continu du Bureau de l'UNESCO en République Démocratique du Congo, à œuvrer pour un avenir meilleur de la République Démocratique du Congo et de l'Afrique centrale. Il témoigne de la volonté du Bureau à collaborer étroitement avec les autorités nationales, les organisations de la société civile, les partenaires internationaux et les communautés locales pour relever les défis majeurs auxquels le pays est confronté et construire un avenir durable et inclusif pour Tous.

2

EDUCATION

CHIFFRES ET FAITS MARQUANTS DU SECTEUR EDUCATION

38 Activités menées

622 Acteurs formés

107.043 Personnes
sensibilisées

1.169 Enseignants formés

11.426.000 USD Fonds
mobilisés

Contribution à la transformation du système éducatif en RDC à travers...

... L'amélioration du pilotage du système éducatif



L'UNESCO et le UNHCR ont appuyé la province du Sud-Ubangi à l'élaboration d'un plan d'action opérationnel prenant en compte les personnes vulnérables.

Deux cents acteurs éducatifs des provinces éducationnelles (PROVED et Sous-PROVED) du Sud-Ubangi, Nord-Ubangi, Equateur, Kasai ont vu leurs capacités renforcées, notamment en planification sensible au genre et dans l'élaboration des plans d'actions opérationnels (PAO). Ces PAO vont favoriser

les rapports annuels de performances et un suivi de la stratégie sectorielle et des cibles de l'ODD 4. Grâce à la collaboration tripartite entre l'UNESCO à travers son programme CapED, le UNHCR et la Direction d'études et planification du ministère de l'enseignement primaire, secondaire et technique, la province du sud Ubangi s'est dotée d'un PAO intégrant la prise en compte de 19 909 enfants réfugiés en âge scolaire de 6 à 17 ans ■



Cinquante cadres des directions d'études et planification, des directions des affaires financières des ministères en charge de l'Éducation, du Plan, du Budget, du Genre et des Finances ont vu leurs capacités renforcées en programmation et gestion budgétaire.

C'est sous la présidence effective de Monsieur le Secrétaire général du ministère du budget qui avait à ses côtés ses homologues des ministères en charge de l'éducation et de la formation, Monsieur le Représentant de l'UNESCO et Monsieur le Secrétaire Permanent du SPACE (Secrétariat Permanent d'Appui

et de Coordination du Secteur de l'Education que les cadres des ministères susmentionnés ont durant 3 jours d'atelier, acquis de nouvelles compétences en programmation et gestion budgétaire. Les participants ont ainsi exprimé leur satisfecit sur la formation, sur les fondements du cadre des dépenses à moyen terme (CDMT), sur la budgétisation en mode programme au niveau sectoriel, sur les différentes étapes de la démarche nécessaire à la définition du cadre de formulation et sur la cohérence qui doit demeurer entre les différents instruments de planification, programmation et budgétisation ■



Pendant six mois, vingt-neuf cadres du secteur de l'éducation de base ont été formés à travers huit modules qui couvrent les différentes étapes et les processus essentiels dans l'élaboration d'un curriculum de qualité pour toutes et tous.

Ce paquet de ressources élaboré par l'UNESCO-BIE est un outil de formation qui a pour objectif de soutenir les spécialistes et les professionnels qui participent aux processus

de transformation de curricula (de réforme, de développement, la mise en œuvre, de suivi et d'évaluation du curriculum et l'évaluation d'apprentissage) pour une autonomisation des pays dans le domaine de l'approche curriculaire.

Un atelier bilan a été organisé et a permis d'avoir des échanges sur les leçons apprises et sur la mise à pratique des modules ■



Grâce à l'UNESCO, la province du Haut-Katanga se dote d'un réseau des femmes du secteur de l'éducation en vue de contribuer à la scolarisation et au maintien des filles à l'école.

Dans le cadre du programme CapED, l'UNESCO en collaboration avec la Direction Provinciale de l'EPST de la Province du Haut Katanga, a réuni 60 femmes des Ministères de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (EPST), de l'Ensei-

gnement Supérieur et Universitaire (ESU), de la Formation Professionnelle et Métiers (FPM) et des Affaires Sociales (AS) en vue de la création d'un réseau des femmes du secteur de l'éducation pour (i) la prise en compte de la

dimension genre dans le système éducatif, (ii) de la participation des femmes à la prise des décisions et (iii) et le respect des droits des femmes dans le milieu socio- professionnel ■



Témoignage



Mme Cécile Mujani,
Chef de Bureau pédagogique à la
Dir Prov de l'EPST Haut Katanga

Durant ces deux jours, ce qui a retenu mon attention c'est la question liée au genre, j'avais des floues sur la distinction entre le genre, la parité et l'équité. Souvent nous avons des confusions et ce flou demeure dans le chef de plusieurs femmes.

Mon souhait est que les femmes participent activement aux instances de prise de décision, la femme est à tous les niveaux de la société, il faut que son point de vue soit considéré et sa participation doit être active afin que nous ayons une société équilibrée.

La création du réseau des femmes est très importante car cela servira de plateforme de partage d'information et aidera les femmes à s'ouvrir et s'exprimer librement, partage d'expérience. Déjà nous allons nous constituer ensemble via le groupe Whats'App et cela utilise déjà l'outil internet ou informatique à travers lequel nous recevons des informations en temps réel.



Cent-trente membres, dont 45% femmes, d'organisations de la société civile (OSC) des provinces du Kongo central et du Haut-Katanga ont fait leur bilan de la mise en œuvre de la stratégie sectorielle et des cibles de l'ODD 4 dans leur province respective.

Ces travaux ont permis aux acteurs de renforcer leur capacité en planification sensible au genre et de s'approprier les réformes prioritaires de la SSEF, le pacte de partenariat et les engagements du Sommet sur la Transformation de l'Education ■



... La professionnalisation des enseignants



La formation continue des enseignants au cœur des interventions du projet CFIT pour l'amélioration de la qualité du système éducatif.

Avec l'appui du SERNAFOR (Service national de formation), de la cellule technique du projet et des encadreurs pédagogiques (les inspecteurs itinérants), plus de 1049 enseignants et Chefs d'établissements (30% femmes) ont été formés sur les matières portant sur les innovations éducatives, le rôle de l'enseignant, la gestion de classe, la vérification des

apprentissages, la planification des cours, la motivation, la lecture-écriture, le leadership du directeur d'école et la gestion d'une classe pléthorique.

Le Bureau UNESCO de Kinshasa a favorisé la création d'un réseau d'échanges à distance des encadreurs pédagogiques et enseignants allant du service de formation, des centres des ressources pédagogiques (CRE), des Réseaux d'Écoles de Proximité (REP) et des écoles de la RDC du niveau primaire ■



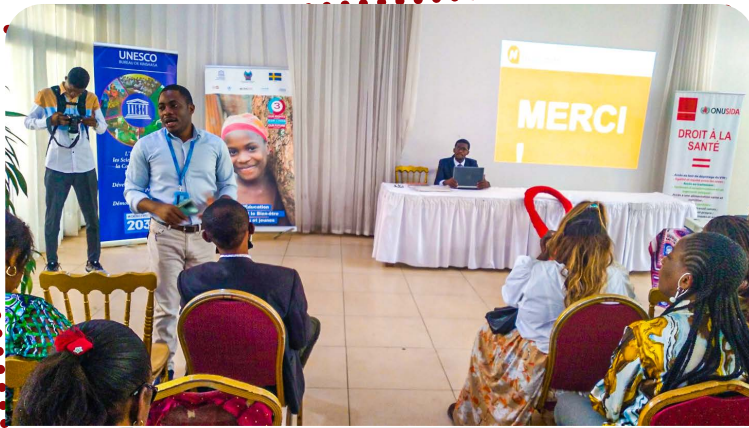
Organisation à Lubumbashi, dans la province du Haut-Katanga, de deux ateliers de développement des capacités des écoles associées de l'UNESCO

Ces activités ont été l'occasion pour l'UNESCO et la Commission Nationale de rappeler d'une part aux écoles membres, les trois priorités claires que sont : l'éducation au développement durable, l'éducation à la citoyenneté mondiale, l'apprentissage interculturel et du patrimoine ; et d'autre part d'aborder les questions liées au fonctionnement des Ecoles associées elles-mêmes.

En premier lieu, 30 enseignants ont été renforcés autour des thématiques liées à la paix et la citoyenneté mondiale ; au changement climatique ; et à la communication et digitalisation des écoles associées.

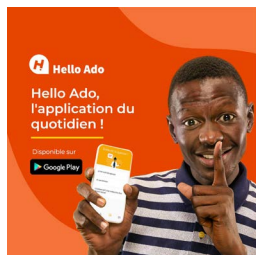
En deuxième lieu, 15 enseignants de ces mêmes écoles associées de l'UNESCO ont bénéficié de la dotation de plus de 110 kits micro-sciences et d'une formation afin d'améliorer la qualité de l'enseignement scientifique en y apportant plus d'expérimentation et d'illustration afin de susciter un meilleur attrait des élèves notamment les filles pour les carrières scientifiques ■

...La promotion d'un apprentissage pour des jeunes en bonne santé, épanouis et en sécurité.



A travers son programme O3, plus de 240 jeunes, étudiants et leaders ont bénéficié d'un renforcement des capacités sur les violences basées sur le genre (VBG), la santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes (SSR) et le virus d'immunodéficience humaine (VIH) en milieu scolaire.

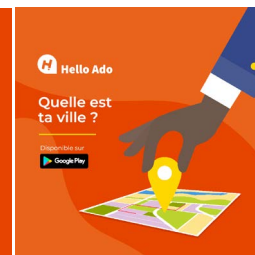
C'est au cours des journées de réflexion organisées par le Bureau de l'UNESCO qu'a été présentée aux jeunes, dont 70% de filles, des villes de Kinshasa, Matadi et Lubumbashi l'application mobile « Hello Ado », application développée par et pour les jeunes en vue de faciliter l'apprentissage de tous sur les questions liées à la santé sexuelle et reproductive. Hello Ado se veut une plateforme de communication et d'information ■



“

Hello Ado une Application mobile gratuite pour adolescents et jeunes

”



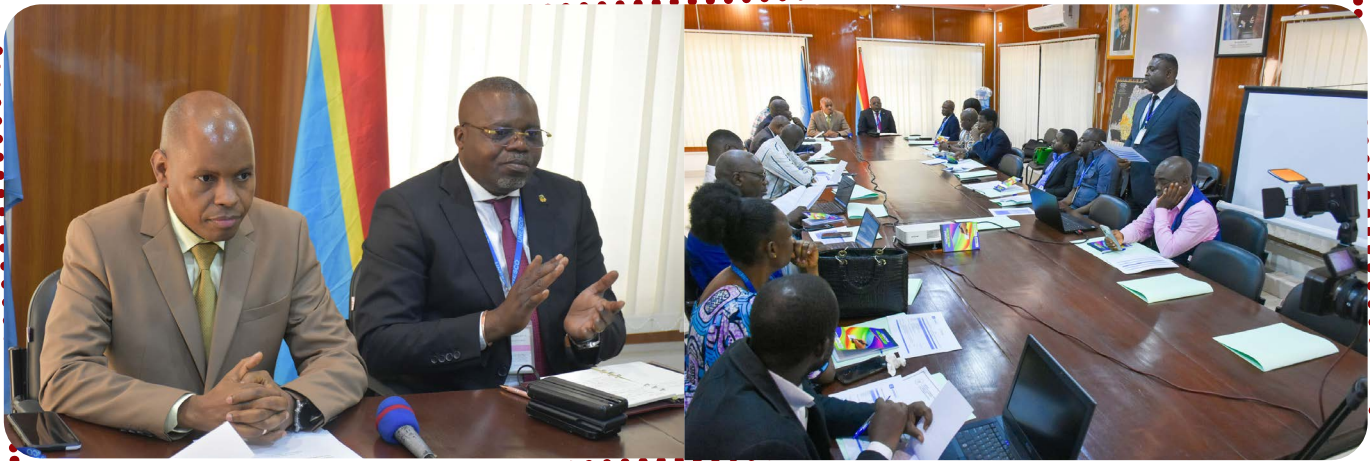


Toujours dans le cadre du programme O3, plusieurs séances de mobilisation et d'éveil de conscience des membres de comités des parents des écoles publiques et privées de Kinshasa, de Matadi et de Lubumbashi ont été organisées.

Environ 450 parents ont été sensibilisés sur leur rôle des parents dans l'éducation à la vie familiale de leurs enfants et la promotion d'un dialogue intergénérationnel sur les questions de santé sexuelle et reproductive ■



... L'utilisation des TIC



La RDC s'est dotée d'une feuille de route budgétisée pour l'élaboration de la stratégie nationale de la connectivité dans le secteur de l'éducation.

Un atelier de budgétisation de la feuille de route de la stratégie nationale de la connectivité dans le secteur de l'éducation a regroupé, en novembre 2023, trente-trois experts dont la plupart sont membres de la commission Technique mise en place par le Ministre des Postes, Télécommunication et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (PTNTIC), pour l'élaboration d'une stratégie nationale de connectivité dans le secteur de l'éducation.

. Les principales recommandations ont tourné autour des actions à prendre pour la matérialisation des activités retenues dans la feuille de route, le portage par le ministère de PTNTIC et enfin l'organisation d'une table ronde des partenaires pour la mobilisation des ressources ■



L'UNESCO au Forum d'Afrique centrale pour l'éducation, les sciences, la technologie et l'innovation



Une forte délégation de l'UNESCO conduite par le Directeur du Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique centrale, M. Paul Coustere, a participé à la 1ère édition du Forum d'Afrique centrale pour l'Éducation, les Sciences, la Technologie et l'Innovation, FACESTI, organisée dans la ville de Lubumbashi en République Démocratique du Congo.

Le FACESTI a été organisé sous le leadership du Ministre de l'enseignement supérieur et universitaire de la République Démocratique du Congo, Son Excellence Muhindo Nzangi et de la

Commissaire de la CEEAC en charge de la promotion du genre et du développement humain et social, Mme Yvette Kapinga Ngandu.

C'est donc conformément à son mandat dans les domaines de l'éducation et des sciences que l'UNESCO a pris part à ce premier forum qui a réuni les Chefs d'établissements de l'enseignement supérieur et universitaire, les chercheurs, les Ministres de l'éducation ainsi que les partenaires de l'éducation œuvrant en Afrique centrale ■



Education 2030





3

**SCIENCES NATURELLES
& EXACTES**

CHIFFRES ET FAITS MARQUANTS DU SECTEUR SCIENCES NATURELLES

20 enseignants des E.A.U. formés à l'utilisation des kits Microsciences et Robotique

04 ACEC mises sur pied dans 4 villages pilotes

4803 personnes sensibilisées dans plus de 55 villages

160 personnes mobilisées comme membre des ACEC

01 station de recherche équipées en drones

16 staffs des institutions partenaires formés à l'usage des drones dans le biomonitoring

02 véhicules 4x4, 12 motos et 01 canot rapide acquis pour le projet

02 bâtiments réhabilités et équipés

L'UNESCO au Forum Géosciences à l'Université de Kinshasa



Plus de 450 personnes dont des étudiants, des chercheurs, des professeurs, des professionnels des Médias, des cadres des entreprises publiques et privées ont participé au Forum Géosciences de l'Université de Kinshasa.

Forum placé sous le thème « Ressources naturelles de la RDC face aux enjeux de l'exploitation verte de la transition énergétique de sa croissance économique : Atouts, Défis

et perspectives », les questions de gestion et d'utilisation rationnelle des eaux souterraines ont été au cœur de la présentation de l'UNESCO.

Ce forum a été également une opportunité d'échanger sur le Programme Hydrologique Intergouvernemental (PHI) et ses axes d'intervention ■

Les compétences des enseignants de Kinshasa et Lubumbashi renforcées en micro-sciences, intelligence artificielle et robotique



Des enseignants de cinq sous provinces éducationnelles de Kinshasa, ont bénéficié de la formation du Programme de l'UNESCO en intelligence artificielle (IA), Robotique et Impression en 3D.

Les enseignants ont été renforcés en montage d'imprimantes 3D, en dessin et impression 3D, en assemblage des pièces 3D du prototype des nouvelles versions des robots, en codage des

algorithmes pour le fonctionnement des nouvelles versions des robots et sur les nouveaux outils d'IA dont le CHAT GPT.

Les enseignants se sont réjouis de cette formation qui facilitera un transfert de compétences aux élèves pour un meilleur attrait des filières scientifiques chez les élèves notamment les filles ►





A Lubumbashi, les enseignants du secondaire du réseau des écoles associées de l'UNESCO ont bénéficié d'une formation à l'utilisation des Kits micro-sciences.

Cet atelier organisé par l'UNESCO en collaboration avec la Commission Nationale de la RDC pour l'UNESCO et la coordination des Écoles Associées de l'UNESCO de la province du Haut Katanga visait à donner vie aux concepts de sciences dans les salles de classe.

Grâce à des expériences et des activités pratiques, les élèves seront guidés dans l'exploration du monde scientifique. A la fin de la formation toutes les 15 écoles ont reçu un lot de kits en chimie, physique et biologie ■





Actualisation des documents organiques du Programme hydrologique intergouvernemental (PHI)



Grâce à l'appui de l'UNESCO, la République Démocratique du Congo actualise ses documents organiques du Programme Hydrologique Intergouvernemental (PHI).

En effet, l'UNESCO a approuvé la création d'un programme hydrologique international qui a découlé en un programme hydrologique intergouvernemental PHI en 2019 consacré à la recherche et la gestion de l'eau ainsi que l'éducation et développement de capacités

dans le but d'une gestion durable des eaux, des services hydrologiques ainsi que la gestion des

programmes basés sur l'écohydrologie, la qualité de l'eau et l'éducation relative à l'eau.

Le comité national PHI en RDC s'est doté d'une feuille de route comportant les activités prioritaires en vue de contribuer efficacement à la mise en œuvre de ce programme, à la mobilisation d'aide et soutien des communautés du pays, d'impliquer les départements ministériels, institutions, organisations et individus à la gestion des ressources en eaux et des sciences hydrauliques ■



Célébration de la journée mondiale de l'environnement à l'Université de Kinshasa



L'Université de Kinshasa (UNIKIN) a organisé une session de sensibilisation des étudiants à la lutte contre la pollution plastique.

En présence d'une centaine d'étudiants et membres du corps académique, l'UNESCO a saisi l'occasion pour rappeler la responsabilité de Tous dans la préservation de l'environnement et la gestion des déchets plastiques sur le campus. Elle invite les gouvernements, les entreprises et les autres parties prenantes à intensifier et accélérer les mesures pour faire face à cette crise, afin de promouvoir la durabilité et protéger notre planète ■

JOURNÉE
MONDIALE DE
L'ENVIRONNEMENT
5 JUIN 2023



Thème 2023 #CombattreLaPollutionPlastique





« Faire de la Reserve de Biosphère de Yangambi un pôle d'excellence sur la Biodiversité et le Climat »

Projet YANGAMBI

La gouvernance pour la réussite du projet Yangambi



L'année 2023 a connu le lancement du projet de conservation des ressources biologiques de la RB Yangambi sur trois axes prioritaires, à savoir la gouvernance, la recherche action et le développement durable local.

Plusieurs partenaires ont été impliqués dans l'implémentation de l'ensemble d'activités retenues pour cette première phase du projet, avec le financement d'environ 2 millions d'euros du Royaume de Belgique.

Le volet gouvernance de ce projet a connu plusieurs résultats stratégiques qui visent à renforcer la collaboration institutionnelle et opérationnelle des partenaires dont le Centre de Surveillance de la Biodiversité (CSB), l'Université de Gent à travers le Congo Flux, les communautés locales et les acteurs indirects dont, le comité MAB national et local, la coordination provinciale du Ministère de l'environnement et

du développement durable, l'INERA et le Ministère de la recherche scientifique, innovation et technologie.

L'opérationnalisation du projet a connu l'acquisition de deux véhicules Land-Cruiser, douze motos et un canot rapide pour faciliter la mobilité des chercheurs et le déploiement des équipes sur le terrain.

Le renforcement institutionnel visait l'approvisionnement du Centre de surveillance de la biodiversité et UGent en internet, courant photovoltaïque, fournitures et équipements de bureau.

Le volet renforcement des capacités des partenaires à l'usage des drones pour collecter les données de bio monitoring a été hautement apprécié car à termes, a boosté les capacités de recherche des seize participants issus des institutions partenaires au projet, notamment dans l'usage des technologies de qualité supérieure et l'analyse en dimension 2D et 3D des données de conservation.

C'est à cette même dynamique qu'a adhéré le comité local de pilotage MAB Yangambi, qui va recevoir les drones de la part du projet et qui compte les utiliser pour renforcer les inventaires de la biodiversité lors du suivi écologique ■



Témoignage

La formation sur les drones est assez nouvelle pour moi, c'est un domaine technologique hautement apprécié de nos jours, qui aide à solutionner nombre de difficultés que les chercheurs connaissent par le passé. Avec les drones, on est capable aujourd'hui d'aller chercher l'information jusqu'aux confins des milieux non accessibles à la présence humaine. On peut désormais réaliser des inventaires multi-ressources dans différents types d'écosystèmes et/ou d'habitats. L'analyse des données collectées en dimension 2D et 3D est assez futuriste et facilite la compréhension de l'évolution d'un taxon, la régression d'un écosystème, l'occupation des sols, la densité des espèces, etc. tout ceci à l'échelle du temps et dans l'espace. Cet outil de dernière génération va faciliter nos missions de suivi écologique au sein de la RBY.

Tabin ASSIMBO : Responsable MAB Yangambi



Tour à flux

Une tour à flux de mesure du niveau des gaz à effet de serre (CO₂, N₂O et CH₄) installée et opérationnelle au sein de la réserve de biosphère de Yangambi et ses données bénéficieront à la communauté scientifique nationale et internationale.

Avec l'objectif de mieux comprendre la contribution des forêts tropicales à l'atténuation du changement climatique, Yangambi abrite désormais la première tour à flux au cœur du bassin du Congo pour l'étude des échanges de gaz à effet de serre entre la forêt et l'atmosphère.

Des initiatives communautaires avec les populations locales pour garantir la gestion durable de leurs ressources naturelles



Plus de 2500 personnes ont été sensibilisées dans 55 villages de la Réserve de Biosphère de Yangambi, dont 30 à l'intérieur et 25 en périphérie, sur le programme MAB et la recherche scientifique ainsi que quatre écoles primaires.

Dans sa phase pilote, le projet Yangambi, visait

non seulement à améliorer les capacités de conservation des gestionnaires, mais aussi à améliorer le bien-être des communautés locales afin de garantir une durabilité des ressources naturelles.

Les populations ont été formées sur la configuration d'une réserve de biosphère, notamment

sur les trois aires du zonage (transition, tampon et noyau central) et les activités interdites dans chacune de ces zones.

Dans l'optique de réduire l'empreinte de ces populations sur les ressources présentes, le projet a procédé à l'identification des activités génératrices de revenus (AGR) prioritaires dans l'ensemble des 55 villages suscités et identifié les besoins prioritaires de ces communautés.

Les quatre AGR majoritaires (culture du manioc, principale nourriture de base des communautés, le palmier à huile, l'élevage porcine

et la pisciculture) ont été globalement recensés dans la RBY.

Dans son implémentation, le projet a mis sur pied quatre Associations Communautaires d'Épargne et de Crédit (ACEC) dans quatre villages pilotes (Bosukulu, Yaselia, Yakpondi et Lilanda) qui vont développer ces AGR sous l'encadrement de l'équipe du projet.

L'implication complète des communautés locales dans ces initiatives devra à termes, renforcer leur autonomisation et limiter leur dépendance aux ressources naturelles ■

Témoignage

Notre village Bosukulu a connu par le passé beaucoup de projet qui sont passés dans notre réserve de biosphère de Yangambi. Moi personnellement entant que chef de groupement, je n'ai pas encore vécu ce que l'UNESCO est en train de mettre sur pied avec nos populations. Venir nous apprendre comment nous pouvons utiliser notre propre argent pour davantage nous autonomiser est très appréciable. L'association Communautaire d'Épargne et de Crédit de Besukulu que nous avons mis sur pied vas beaucoup bénéficier des apports de votre projet et nous attendons sereinement que les activités de renforcement des capacités, en comptabilité, montage de micro-projet et le développement d'un plan d'investissement vont beaucoup nous aider à nous autonomiser, surtout les femmes qui ont adhéré très facilement à cette initiative de l'UNESCO.

Mama chef : Liliane OTONO WENDALITUKA (Chef du groupement Yawenda)



4

SCIENCES HUMAINES & SOCIALES

FAITS MARQUANTS DU SECTEUR SCIENCES SOCIALES ET HUMAINES

Soutien à l'entrepreneuriat de 50 jeunes de la Région pour la création d'emplois et la contribution à la croissance économique

Promotion des ODD pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix

Dotation de la RDC d'un rapport synthétique sur l'état de préparation de la mise en œuvre de la recommandation sur l'éthique de l'IA

L'entrepreneuriat des jeunes de l'Afrique centrale, un succès malgré la pandémie de Covid-19



Un forum sur l'entrepreneuriat des jeunes pendant la pandémie de Covid-19 a été organisé en juin 2023 en collaboration avec le Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO à Yaoundé autour du thème "Situation des entreprises des jeunes pendant la Covid-19".

C'est dans le cadre de l'initiative "Youth as Researchers (YAR)", une initiative mondiale de l'UNESCO dédiée aux jeunes en tant que chercheurs, que cette activité s'est tenue. Organisé de manière hybride, en présentiel et en ligne, le forum a été l'occasion pour une quarantaine de jeunes entrepreneurs de partager leurs expé-

riences, de présenter leurs entreprises et les défis rencontrés pendant la pandémie. Ils ont également pu échanger sur les stratégies de résilience qu'ils ont mis en place pour surmonter ces obstacles et poursuivre leurs activités. L'UNESCO, à travers son secteur des sciences humaines et sociales, place l'entrepreneuriat des jeunes au cœur de ses priorités. L'Organisation a profité du forum pour sensibiliser à sa politique de soutien aux jeunes entrepreneurs et aux associations sans but lucratif ■



Commémoration de la Journée internationale de la paix en RDC : Succès pour un événement dédié à la paix et aux ODD



La Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) a organisé un événement artistique à Kinshasa le vendredi 22 septembre 2023 pour célébrer la Journée internationale de la paix.

Placée sous le thème "Action en faveur de la paix", cette rencontre a réuni des acteurs clés du pays à savoir Mme Bintou Keita, Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU, M. Peter Kazadi, Ministre de l'Intérieur, les membres du corps diplomatique, les représentants de la société civile, les Chefs

d'agences des Nations Unies, les artistes et les jeunes.

Cet événement a permis de mettre en lumière les efforts déployés pour parvenir à la paix en RDC et de souligner le rôle crucial des Objectifs de développement durable (ODD) dans la prévention des conflits et la promotion d'une paix durable.

En plus des allocutions prononcées par la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU, du Ministre de l'intérieur et du Représentant de l'UNESCO, l'évènement a permis des représentations culturelles d'artistes et de musiciens, mettant en avant le riche patrimoine culturel de la RDC et l'importance de le préserver pour les générations futures ■





Evaluation de l'état de préparation à la mise en œuvre de la Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle



Un atelier d'évaluation de l'état de préparation de la République Démocratique du Congo (RDC) à la mise en œuvre de la Recommandation de l'UNESCO sur l'éthique de l'intelligence artificielle (IA) s'est tenu à Kinshasa en novembre 2023.

La RDC qui a été l'un des premiers pays d'Afrique à mettre en œuvre la recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle avec le lancement intervenu en décembre 2022 a réuni des experts dédiés, pour évaluer l'état de préparation du pays selon la métho-

dologie RAM (Readiness Assessment Methodology) élaborée par le secrétariat de l'UNESCO.

Deux jours d'atelier ont ainsi permis l'élaboration d'un rapport synthétique de l'état de préparation de la RDC dans la mise en œuvre de la Recommandation sur l'éthique de l'IA. Ce rapport relève que le pays a déjà accompli des progrès sur le plan scientifique, technologique, économique, éducatif, juridique, réglementaire, infrastructurel, sociétal et culturel.



Cependant, le rapport identifie également un certain nombre de défis à relever, notamment (i) la nécessité de renforcer le cadre juridique et réglementaire relatif à l'IA, (ii) le besoin de sensibiliser davantage le public aux enjeux éthiques de l'IA et, (iii) l'importance de promouvoir la recherche et le développement en matière d'éthique de l'IA. Le rapport formule par ailleurs un certain nombre de directives pour une mise en œuvre effective de la Recommandation sur l'éthique de l'IA au niveau pays ■





unesco



5

CULTURE

CHIFFRES ET FAITS MARQUANTS DU SECTEUR CULTURE

47 acteurs culturels de la ville de Kananga formés en matière de structuration et gestion des organisations culturelles

7 jeunes formés en ingénierie de son et lumière pour la gestion des spectacles

48 personnes de 6 groupes musicaux formés en préparation de spectacles et de prestation scénique

25 jeunes architectes formés sur l'intégration du patrimoine et des savoirs traditionnels dans les stratégies urbaines de construction

Elaboration de la feuille de route pour la mise en œuvre de la loi portant protection et promotion des droits des peuples autochtones Pygmées en RDC.

Personnel militaire féminin des Etats de l'Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Centre **formé** sur la protection du patrimoine culturel en cas de conflit armé

Protection et promotion des droits des peuples autochtones



L'UNESCO a cordonné le processus d'élaboration de la feuille de route pour la mise en œuvre de la loi portant protection et promotion des droits des peuples autochtones Pygmées en RDC.

Ladite feuille de route a été adoptée par le Gouvernement et présentée officiellement par le Premier Ministre le 14 février 2023.

L'UNESCO a fédéré toutes les agences des Nations Unies et les organisations de la société civile impliquées dans cette problématique pour une synergie d'action.

Elle a également entrepris des démarches de mobilisation des ressources en vue de contribuer activement et concrètement à la mise en œuvre de la feuille de route ainsi élaborée. Des discussions sont en cours avec les bailleurs au niveau local et international pour réaliser cet objectif ■



Protection du patrimoine culturel en cas de conflit armé : Formation du personnel militaire féminin des pays africains



Dans un contexte marqué par l'organisation des jeux de la Francophonie, l'UNESCO a renforcé les capacités techniques du personnel militaire féminin en matière de protection du patrimoine culturel en cas de conflit armé.

Cette grande activité a été organisée en collaboration avec le Secrétariat de la Convention de 1954, et les bureaux régionaux d'Abuja et

de Nairobi, à l'intention des officiers militaires féminins des Etats d'Afrique de l'Est, du Centre et de l'Ouest, dont trois officiers supérieurs militaires des Forces Armées et de la police Nationale de la RDC ; ainsi que le personnel du Comité Consultatif National (CCN, organe statutaire pour la mise en œuvre de la convention de la Haye de 1954 en RDC).



Cette formation a permis aux 35 participants de maîtriser efficacement les obligations juridiques internationales pertinentes, en particulier celles stipulées dans la Convention de La Haye de 1954 et ses deux protocoles de (1954 et 1999) concernant la protection des biens culturels en cas de conflit armé.

Son objectif était de soutenir le développement professionnel des femmes militaires par le renforcement de leurs connaissances sur le sujet, conformément à la priorité de L'UNESCO en matière de l'égalité des genres ■

Renforcement des capacités techniques du CCN

Le Comité Consultatif National a également bénéficié de l'accompagnement de l'UNESCO pour une meilleure mise en œuvre de la convention de 1954, mais également pour la ratification de son deuxième protocole de 1999. Les agents du CCN, ainsi que les délégués des services des sécurités de la RDC ont vu leurs capacités renforcées à travers plusieurs activités de formation et de mise en situation sur le terrain, afin de leur permettre d'être à la hauteur de leur mission de protection du patrimoine culturel en période de conflit armé.



Chaise Tshokwe, Province du Kasai-Occidental

Tshokwe Chair, Kasai-Occidental province

(Musée nationale de Kinshasa)

Appellée *Tshitwamo Tsha Mango*

Et fabriquée en bois, en peau animale et en fibre de rotin, cette chaise ornée de figurines anthropomorphes et zoomorphes

Est un insigne de pouvoir

Les symboles du pouvoir

Symbols of power

Dans la société traditionnelle congolaise, divers symboles du pouvoir sont utilisés. Les sociétés centralisées et très hiérarchisées, comme le royaume Kuba, ont développé un art de la cour riche d'une multitude d'objets de réceptions et de banquets. Les bracelets, les colliers, les coiffes, les cannes, les vêtements et les tapis représentent par excellence, l'art de la cour royale.



59

Appui aux acteurs culturels de la ville de Kananga



Dans le cadre de son engagement à soutenir le développement culturel local, l'UNESCO a collaboré avec le Centre Culturel Kamudimba et le gouvernement provincial du Kasai-Central pour renforcer les capacités des acteurs culturels de la ville de Kananga.

L'UNESCO a formé 47 représentants des acteurs culturels de la Ville de Kananga en matière de structuration et gestion des organisations culturelles. Leurs capacités ont été renforcées en élaboration et mise en œuvre des projets culturels, en plaidoyer, et en méthodologie de gestion des structures culturelles.

Aussi, Sept (7) techniciens de la ville ont été formés en matière de gestion technique des spectacles, plus particulièrement la gestion du son et de la lumière. En plus des techniciens, Six (6) orchestres ont vu leurs capacités renforcées en ce qui concernent la prestation scénique et la préparation des spectacles. A la fin de ces formations, les acteurs ainsi formés ont eu l'occasion d'appliquer les connaissances acquises à travers le festival Rumba Parade, organisé à Kananga par le Centre Culturel Kamudimba, avec l'appui de la Délégation Wallonie-Bruxelles et l'UNESCO ■

Appropriation des conventions de l'UNESCO

par le Gouvernement congolais



Le Bureau de l'UNESCO a renforcé le dialogue avec le Ministère de la culture, arts et patrimoines, et l'accompagnement des efforts de ce dernier pour l'appropriation et la mise en œuvre effective des conventions de l'UNESCO ratifiées.

Il s'agit notamment de la Convention de 1970 et de la Convention de 1954

Le Bureau a largement travaillé avec les institutions nationales spécialisées pour favoriser la maîtrise et l'application des directives de conventions ci-haut citées, et s'assurer de la mise en place des mesures nécessaires pour leur application. Il a apporté notamment son expertise sur la problématique de restitution des biens culturels ■

► **Convention de 1970** sur la lutte contre le trafic illicite des biens culturels : problématique de la restitution des biens culturels, et la réflexion sur la mise en place d'une stratégie nationale de développement des musées.

► **Convention de 1954** sur la protection des biens culturels en période de conflit armé : appui technique pour l'élaboration du projet de loi sur la protection des biens culturels en République Démocratique du Congo, et le plaidoyer pour la ratification du deuxième protocole 1999 de la convention.



Appui de l'UNESCO au Salon international de l'immobilier, architecture et design d'intérieur de Kinshasa



A cette occasion, l'UNESCO s'est mise à côté des organisateurs de ce grand rendez-vous pour promouvoir l'introduction de l'innovation dans tous les domaines de l'activité humaine (innovation sociale, culturelle, édu-

cative, scientifique ou encore technologique), afin de renforcer le bien-être et le vivre-ensemble dans les villes.

L'UNESCO soutient la créativité, la diversité culturelle et le développement durable à Kinshasa

Dans le cadre de la promotion de la créativité et de la diversité des expressions culturelles, mais également la valorisation des savoirs traditionnels, en vue de contribuer au développement durable, l'UNESCO a appuyé le Salon international de l'immobilier, architecture et design d'intérieur de Kinshasa, BATIKO 2023.

Le Bureau de l'UNESCO a appuyé la formation de 25 jeunes architectes, qui ont été convaincus que l'intégration du patrimoine et des savoirs traditionnels dans les stratégies urbaines peut également être une puissante source de résilience face aux problèmes environnementaux ■



6

**COMMUNICATION
ET INFORMATION**

CHIFFRES ET FAITS MARQUANTS DU SECTEUR COMMUNICATION ET INFORMATION

105 journalistes de **35 médias** renforcés sur l'intégrité de l'information et la pratique d'un journalisme d'excellence en période électorale

Réalisation d'une **étude sur l'image de la femme dans les médias congolais**

Création d'un dispositif en ligne de signalement des discours de haine et des violences électorales pour les journalistes et les médias

75 Journalistes et **75 Officiers** de la Police Nationale Congolaise formés sur la liberté de la presse et le respect de l'ordre public

Engagement de la Police nationale congolaise pour l'intégration des modules sur le respect de la liberté de la presse et la sécurisation des journalistes dans les curricula de formation dans les centres d'instruction de la PNC

Création d'un **groupe d'échange** entre les **journalistes** et les **policiers**



Transformation numérique : validation de l'étude sur les indicateurs de l'universalité de l'Internet en RDC



La République démocratique du Congo (RDC) a franchi un pas important vers l'inclusion numérique avec la validation de l'étude sur les indicateurs de l'universalité de l'internet.

En cette période de transformation, d'inégalités et de bouleversements profonds, l'UNESCO a redoublé d'efforts pour garantir la liberté d'expression, l'accès à l'information et un développement numérique inclusif dans le monde.

Dans le domaine de la communication et information, l'UNESCO défend et encourage la liberté d'expression ainsi que l'indépendance et le pluralisme des médias. L'organisation aspire à bâtir des sociétés du savoir inclusives fondées sur l'accès universel à l'information et l'utilisation innovante des technologies numériques. C'est donc dans le cadre du projet de l'UNESCO de Définition des indicateurs de l'universalité de l'internet qui vise à promouvoir le dévelop-

pement de sociétés du savoir fondées sur la liberté d'expression, l'accès universel à l'information et au savoir, le respect de la diversité culturelle et linguistique et l'éducation de qualité pour tous que s'est inscrite l'étude.

Débutée en octobre 2022, l'étude sur les indicateurs de l'université de l'Internet conduite par le professeur Alain Kiyindou, Consultant pour l'UNESCO a connu plusieurs étapes.

D'abord le lancement du projet, s'en est suivi la mise en place d'un Conseil consultatif multipartite composé d'experts de premier plan représentant différentes parties prenantes, la réalisation de l'étude et enfin la validation de ladite étude en présence du Ministre du Numérique de la République Démocratique du Congo, SE Désiré Cashmir Eberande Kolongele



D – l'internet est fondé sur les **Droits humains**,
 O – il est **Ouvert**,
 A – il devrait être **Accessible à tous**, et
 M – il est alimenté par la participation de **Multiples acteurs**.



Quelques résultats de l'étude.



Sur le plan de "Droit"

la RDC a réussi à intégrer des principes des conventions internationales relatives aux droits humains dans la Constitution.



Sur le plan de l'"Ouverture",

le pays a établi des lois pour régir différents aspects du monde numérique tels que le commerce en ligne, la cybersécurité, la protection des données et les droits des consommateurs.



Sur le plan de "l'Accessibilité".

Bien que le pays ait mis en place des mécanismes pour collecter des informations statistiques sur l'accès à Internet, des obstacles persistants limitent la connectivité pour une grande partie de la population.



Sur le plan de la "Participation Multipartite"

Des efforts sont déployés pour structurer le cadre juridique en matière de commerce électronique, de cybersécurité, de protection des données et de droits des consommateurs.



Sur le plan des "Indicateurs Transversaux"

Des efforts ont été déployés pour promouvoir l'égalité des genres, mais des lacunes persistent.

30^{ème} anniversaire de la Journée mondiale de la liberté de la presse



Le Président de la République Démocratique du Congo, Félix Antoine Tshisekedi a marqué de sa présence la célébration du 30ème anniversaire de la journée mondiale de la liberté de la presse en RDC.

La journée du 3 mai a été organisée par le ministère de la communication et médias en collaboration avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC) ainsi que les différentes organisations pro-

fessionnelles des médias notamment l'Union nationale de la presse du Congo autour du thème national « la liberté d'expression à l'épreuve de la situation sécuritaire en RDC, nouvelle loi sur la presse pour une nouvelle dynamique ».

Le Président Félix Antoine Tshisekedi s'est félicité des avancées enregistrées dans le secteur, allusion faite à la promulgation de l'ordonnance loi n° 23/009 du 13 mars 2023

fixant les modalités de l'exercice de la liberté de la presse, la liberté d'information et d'émission par la radio et la télévision, la presse écrite ou tout autre moyen de communication en RDC. Cette loi vient poser les fondamentaux du retour à la norme de la pratique professionnelle et de la nécessité d'adaptation technologique qu'impose la révolution numérique.

Il a par ailleurs exprimé sa solidarité aux journalistes et professionnels des médias qui paient comme beaucoup de ses compatriotes dans la partie Est du pays le prix de la barbarie des conflits armés, déplorant la réduction au silence de plusieurs médias dans les zones sous occupation ainsi que les harcèlements et les tortures infligés aux journalistes, ainsi que le saccage du matériel, de production de diffusion et d'émission.

Au nom de la Directrice Générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay, le Représentant de l'UNESCO en RDC a félicité le Gouvernement de la RDC pour les avancées considérables en matière de réformes du cadre juridique de l'exercice de la liberté de la presse, du statut de journaliste, de l'accès à l'information et pourquoi pas de la sécurité des journalistes ■



L'Union congolaise des Femmes présente les résultats de l'étude sur l'image de la femme dans les médias congolais



Cette étude réalisée grâce à l'appui de l'UNESCO à travers son Programme international pour le développement de la communication (PIDC), a révélé que 32 % de femmes ont été citées comme porte-parole contre 68% d'hommes ; 8% de femmes spécialistes ont été enregistrées pendant le suivi de tous les médias sélectionnés contre 92 % pour les hommes.

Le monitoring sur l'image de la femme dans les médias congolais a ciblé un échantillon de trente et un médias à savoir la télévision, la radio, la presse écrite et les médias en ligne sur une période allant du 1er au 14 novembre 2022.

Les résultats de l'étude présentés par Madame Rose Masala, Directrice Exécutive de l'UCOFEM

ont démontré que beaucoup d'efforts sont à fournir pour inverser la tendance parce que la femme demeure toujours sous représentées dans les médias, surtout aux postes de commandement.

Pour sa part, l'UNESCO plaide pour la mise en application des politiques qui favorisent l'égalité du genre. Elle invite les détenteurs des maisons de presse à promouvoir l'égalité du genre, la discrimination positive et la participation des femmes à tous les niveaux, dans tous les domaines ■



Appui à la prévention de la violence électorale



Le projet Appui à la Prévention de la Violence Electorale (PREVEL), conjointement mis en œuvre par l'UNESCO, le PNUD et ONU-Femmes dans les provinces du Haut-Katanga, du Lualaba et du Kasai Central, a permis de renforcer la résilience des parties prenantes au processus électoral face aux discours de haine, à l'incitation à la violence et à la désinformation.

Le respect de l'éthique de la communication et de l'information en période des élections et la définition des principes de régulation, d'autorégulation et de corégulation respectueux de l'intégrité de l'information électorale et de la prévention des discours de haine, des propos incitatifs à la violence et de la diffusion des informations malveillantes ont constitué les deux axes majeurs de l'intervention de l'UNESCO dans ce projet.

L'UNESCO a ainsi œuvré au renforcement des capacités de 105 journalistes de 35 médias, à la mise en place d'un système de dialogue multipartite.

Parallèlement aux actions de formation, une campagne de sensibilisation a été menée pour informer le grand public sur les dangers des discours de haine, du vote tribal, des violences faites aux femmes en période électorale et de l'instrumentalisation des jeunes avec un ac-

cent sur la promotion du journalisme d'excellence en période électorale.

Afin de pérenniser les acquis du projet, l'UNESCO prévoit de poursuivre son appui aux médias et aux autres partenaires sociaux.

Le projet PREVEL a permis de poser des bases solides pour la prévention de la violence électorale en RDC. Les actions menées

par l'UNESCO ont contribué à renforcer la résilience des acteurs clés du processus électoral et à promouvoir une culture de la paix et du dialogue. Les initiatives futures s'appuieront sur ces acquis pour garantir des élections libres, transparentes et pacifiques ■



Le respect de la liberté d'expression face aux impératifs du maintien de l'ordre public



L'UNESCO encourage la coopération entre les forces de l'ordre public et les professionnels des médias

C'est dans le cadre d'un programme sur la liberté d'expression et la sécurité des journalistes financé par le MDP, Fonds Multi Partenaires, que l'UNESCO en partenariat avec l'Union Nationale de la Presse du Congo et la Police Nationale Congolaise a organisé la formation des forces de la Police nationale

congolaises et des journalistes sur la liberté d'expression et la liberté de la presse face aux impératifs de maintien de l'ordre public. Ces activités ont été menées dans la ville de Kinshasa et dans les provinces du Sud-Kivu, Nord-Kivu, Kongo Central et Kasai Oriental.

C'est à la suite des événements survenus en décembre 2021 à Bukavu - trois journalistes congolais blessés par balle lors d'une manifestation non autorisée - que l'UNESCO a su dé-

passer la simple condamnation en proposant la mise en place de ce programme.

Accepté par les ministères compétents et soutenu par les autorités policières, ce programme a comporté une série de séminaires sur un thème particulièrement sensible en République Démocratique du Congo, où les journalistes rencontrent souvent des difficultés (menaces, blessures, risques d'atteinte à l'intégrité physique etc) dans la pratique de leur profession, en termes d'accès à l'information.

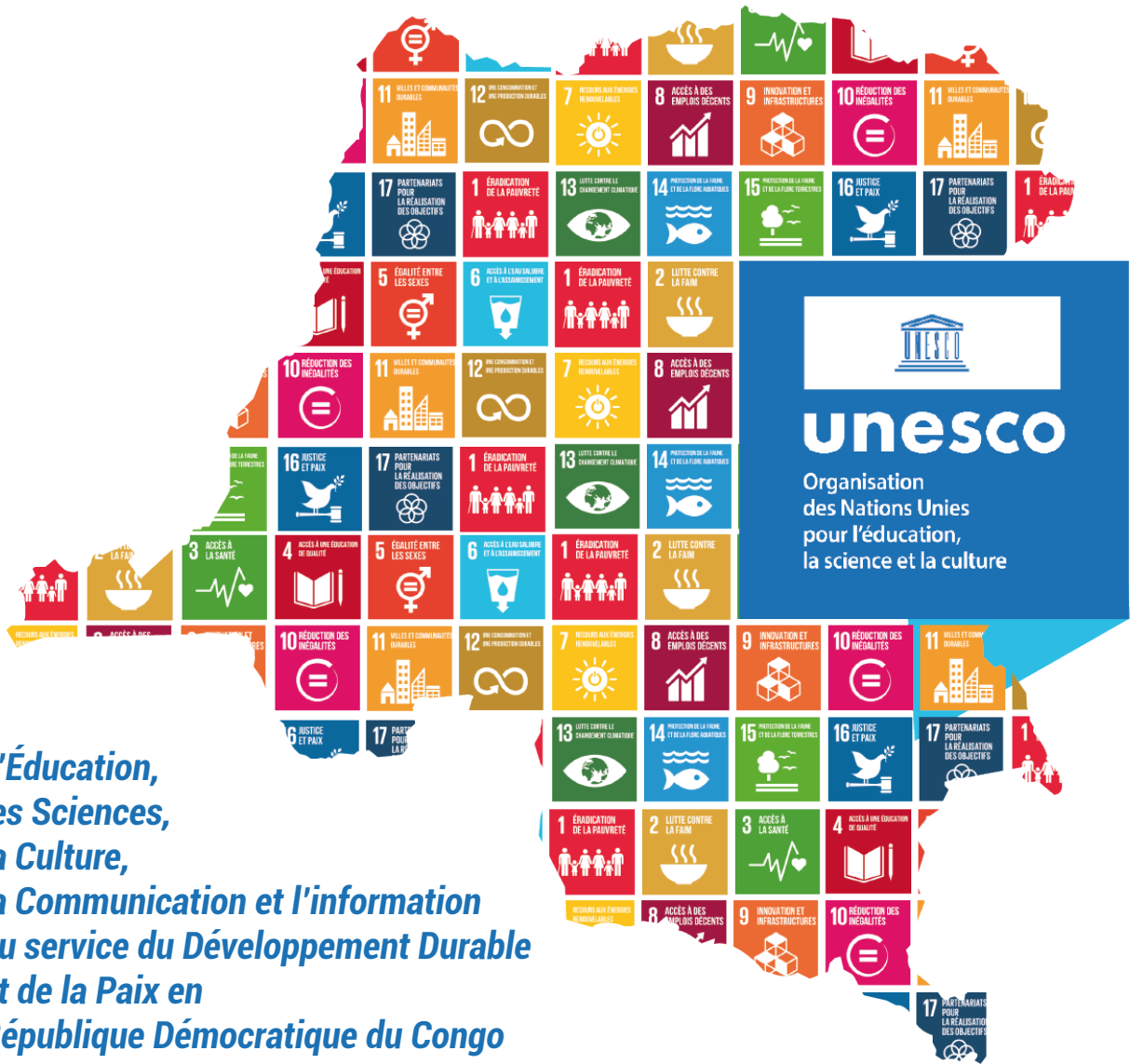
A l'issue de cette série de formation, des bonnes pratiques de sécurisation des journalistes couvrant les manifestations et de préservation de la liberté de la presse en période de troubles, aussi bien pour les journalistes que pour les forces de la police nationale congolaise ont été adoptées par la Police et

les journalistes, des cadres de concertation entre journalistes et policiers ont été créés et fonctionnent dans chaque province, facilitant ainsi aux journalistes l'accès à l'information de sources policières, et aux policiers la protection de journalistes.

En termes des résultats spécifiques, les journalistes et les médias faciliteront désormais la diffusion de l'information sur les activités de la Police, concernant particulièrement les opérations de maintien de l'ordre public et pour l'année 2024, la Police Nationale Congolaise s'engage à intégrer dans ses programmes de formation le respect de la liberté des médias et la sécurisation et la protection des journalistes lors des opérations de rétablissements de l'ordre public ■







***L'Éducation,
les Sciences,
la Culture,
la Communication et l'information
au service du Développement Durable
et de la Paix en
République Démocratique du Congo***







NOUS CONTACTER

Bureau UNESCO à Kinshasa :

2, Avenue des Ambassadeurs, Kinshasa / Gombe E-mail: kinshasa@unesco.org
Site web: <https://www.unesco.org/fr/fieldoffice/kinshasa> Tél: (+243) 818848253

 @UNESCOKinshasa  Unesco Kinshasa

Directeur de Publication : Isaias Barreto da Rosa, PhD.

Coordinatrice de publication : Marie Noël Mishika

Infographie, Illustration et PAO : Danny Ndongala